

Initiatives ministérielles

Si je ne me trompe pas, il y avait un déficit de 45 milliards, une dette de 550 milliards et je crois que ce serait bien pire que ce ne l'était. Si j'ai mal compris, je l'écoute.

• (1705)

La deuxième chose qu'il a mentionnée et que je n'ai pas du tout appréciée, c'est lorsqu'il a parlé de ticket modérateur. Jamais je n'ai entendu qui que ce soit mentionner cela de ce côté-ci de la Chambre. Pourquoi faire peur aux gens? Pourquoi prétendre que c'est quelque chose qu'on est en train d'étudier? Au contraire, la ministre de la Santé a dit à plusieurs reprises «pas de ticket modérateur»; donc, pourquoi se permet-il de faire un tel commentaire? Ne trouve-t-il pas que c'est injuste, insensible, et peut-être même un peu malhonnête de le faire?

M. Guimond: Monsieur le Président, je suis heureux d'apprendre, en entendant le député de Saint-Boniface, qu'on a le droit de s'accuser de faire des commentaires malhonnêtes. J'aimerais savoir si le député était présent au début de ma présentation, il me semble qu'il soit arrivé par la suite. Je répondrai tout de même à ses deux questions formulées sur le tard.

La première réponse, ce que l'on reproche au gouvernement libéral actuel, qui a fait sa campagne électorale sur le thème «jobs, jobs, jobs», c'est que la seule réalisation de ce gouvernement dans le Budget présenté le 22 février dernier, soit un programme national d'infrastructures qui coûtera deux milliards en impôts fédéraux, deux milliards en impôts provinciaux et deux milliards en taxes municipales. Ce programme créera 45 000 emplois par année, mais des emplois temporaires. Le boulevard Métropolitain à Montréal, la rue Saint-Jean à Québec, quand ils seront asphaltés, quand les trottoirs auront été faits, que restera-t-il comme projet structurant pour créer de l'emploi permanent?

Nous du Bloc québécois, nous en avons suggéré des projets innovateurs, créateurs d'emploi. Un projet comme le TGV créerait 120 000 emplois-année pendant la durée de la construction, 40 000 emplois permanents pour l'opération du corridor Québec-Windsor et on pourrait, en plus, exporter la technologie qui appartient à Bombardier sous licence nord-américaine pour les 10 projets de TGV qui s'en viennent, pour les 12 prochaines années, représentant des investissements de 200 milliards. C'est cela, des programmes structurants, créateurs d'emplois permanents et des emplois à haute technologie. C'est ma position vis-à-vis la dette et le déficit.

Je rappellerai aussi à l'honorable député de Saint-Boniface que si le Québec avait dit oui lors du référendum de 1980, nous avions 75 milliards de dollars de déficit accumulé, nous en avons maintenant au-delà de 500 milliards. Si la situation persiste, ce qu'on dira au Québécois et Québécoises dans le prochain référendum, c'est que nous n'avons plus les moyens de rester dans ce pays et qu'on doit en sortir, parce qu'on s'en va vers 600 ou 700 milliards de dollars de déficit. Ce sera un des arguments de la prochaine campagne référendaire.

Au sujet du ticket modérateur, il est exact que je n'ai jamais entendu, depuis le 17 janvier, la ministre de la Santé ou quelqu'un d'autre mentionner qu'il y aurait un ticket modérateur. Je dois le reconnaître. Mais la menace qui plane sur les finances de chacune des provinces, c'est que les provinces se retrouvent face à un problème de liquidité et les plus pauvres n'auront plus les moyens d'offrir des soins de santé parce que le fédéral coupe ses paiements de péréquation.

Le danger existe qu'au Québec on se retrouve, comme dans les années 1950, avec deux médecines: une pour les riches et une pour les pauvres. La maladie attaque tout le monde sans distinction de situation sociale, de race, de langue, etc. Le danger, c'est qu'on ait des Québécois et des Québécoises qui n'auront plus les moyens de se faire soigner à moins d'hypothéquer la maison, les meubles ou de tout vendre. Donc voilà le danger. Il est vrai que le fédéral n'a jamais parlé d'imposer un ticket modérateur, mais le gouvernement fédéral place les provinces devant un problème de liquidité et de finances publiques qui pourrait donner naissance à deux catégories de citoyens au niveau de la santé.

[Traduction]

M. Dick Harris (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, le député du Bloc parle de moyens de créer des emplois permanents.

• (1710)

J'ai une question à lui poser. Il a parlé de trois projets en particulier, soit le train à très grande vitesse, le corridor Québec-Windsor et l'exportation de la technologie Bombardier dans diverses parties du monde.

Comme en conviendront sûrement la plupart des économistes et le Bloc, les emplois permanents doivent être créés par le secteur privé. Le présent gouvernement n'approuve pas la position réformiste sur la façon de créer de vrais emplois et lance à crédit des programmes de modernisation de l'infrastructure pour créer des emplois temporaires, mais je me demande si le Bloc conviendra que le véritable créateur d'emplois permanents, c'est le secteur privé. Dans l'affirmative, le député considère-t-il que les trois mégaprojets dont il parle devraient être entièrement financés par le secteur privé? Ou s'agit-il encore de demander davantage de subventions fédérales pour la province de Québec?

Je trouve absolument incroyable que, jour après jour, le Bloc parle ici de séparer le Québec du reste du Canada tout en demandant jour après jour davantage d'argent pour le Québec. C'est absolument contradictoire!

En ce qui a trait à ces trois projets, le député s'attend-il simplement à ce que d'autres fonds fédéraux soient déversés sur le Québec? J'ai appris ce matin que le gouvernement libéral a autorisé l'octroi d'une subvention de 575 000 \$ environ pour l'Orchestre symphonique de Montréal et pour financer une tournée européenne du Ballet de Québec. Je parlais tout à l'heure des gens qui n'ont rien à manger et qui s'achètent un téléviseur. Voilà encore qu'on donne au Québec de l'argent qu'on n'a tout simplement pas.